

NATIONS UNIES

# Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

*Documents officiels*

SIXIÈME COMMISSION

23e séance

tenue le

Mardi 1er novembre 1994

à 10 heures

New York

---

## COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 23e SEANCE

Président : M. LAMPTEY (Ghana)

Puis : M. CHATURVEDI (Inde)  
(Vice-Président)

### TABLE DES MATIERES

#### ORGANISATION DES TRAVAUX

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR  
LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-SIXIÈME SESSION (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.6/49/SR.23  
14 novembre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 35

#### ORGANISATION DES TRAVAUX

1. Le PRESIDENT dit qu'étant donné qu'aucune délégation n'a pris la parole à la session en cours sur la question du statut d'observateur des mouvements de libération nationale, il présentera à l'Assemblée générale un projet de décision tendant à ce que l'examen de cette question soit suspendu pendant trois ans. Un projet de résolution demandant à l'Assemblée générale d'adopter un projet de déclaration sur le terrorisme international est maintenant prêt et devrait dans l'idéal être adopté par consensus. Néanmoins, le fait qu'une ou deux délégations essaient de retarder l'adoption d'une telle résolution ne devrait pas pouvoir empêcher l'Assemblée générale d'adopter la déclaration à la session en cours.

2. S'agissant du rapport de la Commission du droit international (CDI), le Président dit qu'un projet de résolution de caractère général, concernant les travaux en cours à la CDI, ainsi que des projets de résolution concernant spécifiquement les cours d'eau internationaux et le projet de statut d'une cour criminelle internationale, seraient présentés en son nom. Il ressortait à l'évidence des débats qui avaient eu lieu à la Commission que la CDI avait achevé ses travaux sur les cours d'eau, et que l'Assemblée générale pouvait, à partir du résultat de ces travaux, élaborer une convention sur la question. Le projet de résolution qui sera présenté à la Sixième Commission indiquera que l'élaboration d'une convention sur les cours d'eau sera l'une des tâches normatives principales auxquelles l'Assemblée générale aura à faire face à sa prochaine session.

3. Il ressort aussi des débats qui ont eu lieu à la Commission que les travaux sont loin d'être achevés s'agissant du projet de code des crimes. Certains ont formulé l'espoir que le code pourrait être achevé à temps pour être adopté en même temps que le statut d'une cour criminelle internationale, mais la majorité des délégations estiment que cela ne sera pas possible. La Commission présentera donc une résolution engageant la Commission du droit international à accélérer ses travaux sur le projet de code.

4. Le principal sujet dont était saisie la Commission en ce qui concerne les travaux de la Commission du droit international était le projet de statut d'une cour criminelle internationale, et le Président souhaite faire certaines propositions sur ce point. La CDI a présenté un projet de statut complet à l'Assemblée générale, à la demande de cette dernière. Il y a maintenant deux manières de procéder : soit l'Assemblée générale, par l'intermédiaire de la Sixième Commission, élabore un statut et l'adopte sous forme de convention, soit elle propose de convoquer une conférence de plénipotentiaires pour élaborer et adopter une convention. Il est clair que la plupart des pays estiment que pour ce faire une conférence de plénipotentiaires est l'instance la plus appropriée. Le Président est bien de cet avis, étant donné que les plus hautes autorités juridiques des Etats Membres devront participer à l'élaboration du statut.

5. Une fois la décision prise à cet égard, il restera à décider comment et quand cette tâche doit être menée à bien. Une petite minorité des membres de la Commission ont déclaré que l'adoption du statut pourrait être remise à bien plus tard, mais selon l'opinion majoritaire une convention doit être élaborée aussi rapidement que possible. Il est néanmoins raisonnable de penser que des travaux intersessions

/...

(Le Président)

seront nécessaires, non pour élaborer ou amender le projet de statut, mais pour prendre des décisions de principe sur des questions administratives, financières et autres, des décisions qui ne relèvent pas du mandat de la CDI. A la prochaine session, lorsque les Etats auront eu le temps d'étudier le projet de statut, un mécanisme pourra être mis en place pour des consultations et des échanges de vues sur ces questions de principes, en tenant compte des incidences financières. Le moment venu, les résultats des débats qui auront eu lieu au groupe intersessions, le rapport de la CDI, le statut et les commentaires y relatifs et le compte rendu des débats à la Sixième Commission seront communiqués aux Etats en tant que documentation pouvant servir de base aux travaux d'une conférence de plénipotentiaires.

6. De nombreuses délégations ont déclaré qu'une telle conférence devrait être convoquée en 1996. L'Italie a déjà offert d'accueillir la conférence, et un calendrier devra lui être communiqué pour effectuer les préparatifs nécessaires. Etant donné que les résultats de la Conférence devront être soumis à l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session, le Président estime, es qualité, qu'une conférence de plénipotentiaires pourra être convoquée au printemps 1996. Etant donné que ces derniers mois le Conseil de sécurité a déjà créé deux tribunaux internationaux chargés de connaître de crimes du type de ceux dont la cour criminelle internationale sera compétente pour connaître, la Commission se doit de recommander de procéder comme le Président le propose, pour que l'Assemblée générale se prononce et pour que la communauté internationale dispose du statut d'une cour criminelle internationale en 1996.

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-SIXIEME SESSION (suite) (A/49/10 et A/49/355)

7. Mme FLORES (Uruguay) dit que le chapitre III du rapport de la Commission du droit international (A/49/10) est doublement intéressant pour sa délégation. Premièrement, il traite d'un sujet qui préoccupe la communauté internationale dans son ensemble, dans la mesure où il touche l'utilisation d'une ressource essentielle à la vie sur terre, et pour l'utilisation équitable et raisonnable de laquelle il faut d'urgence élaborer des règles. La protection des écosystèmes et la préservation de l'environnement sont des questions qu'on ne peut plus éluder. Deuxièmement, il présente un intérêt particulier pour l'Uruguay, parce que les frontières de ce pays sont en grande partie constituées de cours d'eau internationaux, parce que 75 % de son territoire fait partie du bassin du Rio de la Plata et parce qu'il s'est récemment joint à l'Argentine, au Brésil, à la Bolivie et au Paraguay pour coopérer à un projet de développement de la navigation et des transports dont doit profiter l'ensemble du cône sud, le projet Hidrovia.

8. S'agissant des projets d'articles sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, la délégation uruguayenne a toujours été favorable à l'élaboration d'une convention, et c'est pourquoi elle appuie la recommandation formulée par la CDI au paragraphe 219 de son rapport.

9. Les projets d'articles doivent consacrer les notions qui ont été formulées et développées dans des instruments internationaux récents, tels que la Déclaration de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement, qui contient une série d'articles relatifs à la notion de développement durable. Le chapitre 18 du

(Mme Flores, Uruguay)

Programme Action 21, par exemple, traite de la protection de la qualité des ressources en eau douce et de l'approvisionnement en eau douce et de la mise en oeuvre d'approches intégrées s'agissant de la mise en valeur, de la gestion et de l'utilisation des ressources en eau.

10. L'article 2 b) définit l'expression "cours d'eau" comme un système d'eaux de surface et d'eaux souterraines constituant un ensemble unitaire et aboutissant normalement à un point d'arrivée commun. Les eaux souterraines captives ne relèvent donc pas des projets d'articles. Si cela est compréhensible, les eaux souterraines captives devraient néanmoins être incluses dans la mesure où leur utilisation a des conséquences pour le système. La solution proposée dans le projet de résolution relatif aux eaux souterraines captives transfrontières n'est pas la solution idéale.

11. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 3, relatif aux consultations en vue de négocier de bonne foi un accord ou des accords de cours d'eau, la délégation uruguayenne estime que les négociations elles-mêmes devraient être obligatoires. Cette opinion est confirmée par les paragraphes 18 et 20 du commentaire à l'article 3, qui commente la sentence rendue dans l'affaire du lac Lanoux.

12. Le paragraphe 1 de l'article 4 reflète adéquatement les observations formulées par sa délégation en diverses occasions. Néanmoins, les Etats du cours d'eau participant aux consultations, aux négociations ou à l'élaboration d'un accord de cours d'eau devraient être tenus d'informer dès que possible les autres Etats du cours d'eau si le cours d'eau risque d'être affecté de manière significative par une utilisation existante ou projetée.

13. Les projets d'articles devraient aussi prévoir des études d'impact sur l'environnement s'agissant d'anticiper les conséquences prévisibles pour le cours d'eau et pour l'écosystème dans son ensemble.

14. En ce qui concerne la deuxième partie, il conviendrait, au paragraphe 1 de l'article 5, d'affiner la notion d'utilisation et d'avantages optimaux, en introduisant expressément le principe de durabilité.

15. La délégation uruguayenne propose d'ajouter au paragraphe 1 de l'article 6 un alinéa concernant l'équilibre entre les avantages et les inconvénients que peuvent présenter pour les Etats du cours d'eau une nouvelle utilisation de ce dernier ou la modification d'une utilisation existante. A l'alinéa g) du paragraphe 1 du même article, l'expression "de valeur correspondante" pourrait être précisée, ou remplacée par l'idée d'autres options viables ayant un rapport coût/efficacité comparable. Le paragraphe 2 de l'article 6 devrait prévoir une obligation négociée compte tenu des facteurs énoncés au paragraphe 1 du même article en vue d'établir ce qui est équitable et raisonnable dans un cas donné. En outre, l'on pourrait supprimer les mots "si besoin est" qui figurent au paragraphe 2, car il est souhaitable que des consultations aient lieu dans tous les cas. A défaut, un Etat peut estimer que son utilisation du cours d'eau est équitable et raisonnable et causer ainsi un dommage significatif à d'autres Etats du cours d'eau.

/...

(Mme Flores, Uruguay)

16. En ce qui concerne les modifications apportées à l'article 7 en deuxième lecture, la délégation uruguayenne estime que la formulation actuelle reflète une position plus permissive s'agissant d'une ressource de plus en plus rare et de plus en plus importante, qui permet à la CDI d'affirmer au paragraphe 2 du commentaire que le fait qu'une activité va causer des dommages significatifs n'est pas nécessairement en soi un motif valable pour interdire ladite activité. En d'autres termes, l'obligation qu'il énonce concerne les moyens, non le résultat - une approche que n'approuve pas la délégation uruguayenne. Selon elle, l'utilisation équitable et raisonnable d'un cours d'eau international exclut par définition qu'un dommage significatif soit causé à d'autres Etats du cours d'eau.

17. L'étendue du dommage qu'un Etat peut causer à un autre Etat du cours d'eau peut varier. Un dommage négligeable est généralement toléré par les Etats, sans qu'il y ait lieu à indemnisation, en application du principe de bon voisinage. Le dommage significatif ou substantiel, par contre, est inacceptable en l'absence du consentement de l'Etat affecté ou d'une indemnisation suffisante. Une autre catégorie de dommages est le dommage dévastateur, généralement intolérable.

18. Si le dommage causé entre dans la deuxième ou la troisième catégorie, la responsabilité est engagée, puisque les droits d'un autre Etat du cours d'eau ont été violés. L'obligation de due diligence incombe aux Etats à tout moment, car elle est liée au principe selon lequel la souveraineté de l'Etat sur son territoire est exclusive. Si un Etat n'agit pas avec due diligence, sa responsabilité est de plein droit engagée.

19. Pour ce qui est des limites de la due diligence, la délégation uruguayenne estime qu'avant la mise en oeuvre de mesures susceptibles de porter atteinte à un cours d'eau international, une étude d'impact sur l'environnement devrait être effectuée et un accord négocié avec les autres Etats susceptibles d'être affectés. Le projet d'article 7 devrait être remanié pour faire place à cette obligation.

20. Toutes les fois qu'un Etat qui utilise un cours d'eau international sait par avance que cette utilisation risque de causer un dommage significatif, il devrait être tenu de suspendre l'activité préjudiciable, de verser une indemnisation et de négocier avec l'Etat ou les Etats affectés en vue d'adopter les mesures voulues pour permettre à l'activité de se poursuivre sans causer de dommages.

21. Le projet d'article 8 devrait mentionner les principes de la bonne foi et du bon voisinage.

22. Il pourrait être utile, au paragraphe 2 de l'article 10, d'insérer une référence aux procédures à utiliser pour la solution du conflit, et de prévoir l'obligation de négocier.

23. S'agissant de la troisième partie, la délégation uruguayenne estime que l'on devrait y énoncer l'obligation d'effectuer des études sur les effets possibles des mesures projetées sur les utilisations actuelles ou futures d'un cours d'eau international et de communiquer les résultats de ces études aux autres Etats du cours d'eau.

/...

(Mme Flores, Uruguay)

24. En ce qui concerne l'article 12, l'Etat qui met en oeuvre les mesures projetées ne devrait pas pouvoir décider de manière discrétionnaire si ces mesures sont susceptibles d'avoir des effets significatifs pour les autres Etats du cours d'eau.

25. Le paragraphe 3 de l'article 17 devrait prévoir la suspension des mesures projetées jusqu'à ce qu'un accord fixant une date limite pour les négociations ait été conclu; à défaut d'une solution, d'autres méthodes de règlement pacifique, y compris le règlement judiciaire, si nécessaire, devraient être utilisées. La même observation vaut pour le paragraphe 2 du projet d'article 18.

26. Au lieu de la déclaration formelle visée au paragraphe 2 de l'article 19, il serait préférable que l'Etat qui projette les mesures adresse une notification à tous les Etats du cours d'eau de manière à ce que chacun d'entre eux puisse évaluer la mesure dans laquelle il est affecté. Une fois l'urgence terminée, l'Etat qui met les mesures en oeuvre peut négocier une solution définitive du problème en coopération avec les autres Etats du cours d'eau. En outre, l'Etat qui met les mesures en oeuvre devrait indemniser les autres Etats du cours d'eau pour le dommage qu'il peut leur avoir causé.

27. Tout Etat du cours d'eau, en particulier ceux qui reçoivent notification, devraient être habilités à inspecter les travaux effectués pour déterminer si ces derniers sont conformes aux plans qui ont été soumis.

28. En ce qui concerne la quatrième partie du projet, l'expression "séparément ou conjointement" qui figure au projet d'article 20 et au paragraphe 2 du projet d'article 21, devrait être remplacée par l'expression "séparément et conjointement".

29. Il serait utile de se référer au principe de la non-discrimination environnementale, en d'autres termes d'indiquer que les Etats du cours ne doivent pas opérer de distinction entre leur environnement et celui des autres Etats du cours s'agissant de l'élaboration et de l'application de dispositions législatives et réglementaires concernant la prévention de la pollution et l'indemnisation à ce titre.

30. Le projet devrait également énoncer la responsabilité de l'Etat qui pollue un cours d'eau international et devrait interdire aux Etats d'invoquer l'immunité de juridiction en cas de dommage causé à l'occasion de l'utilisation d'un cours d'eau international.

31. Enfin, la délégation uruguayenne note avec satisfaction la présence dans le projet d'une disposition relative au règlement pacifique des différends (art. 33). Cette disposition devrait être reformulée de manière à prévoir le recours obligatoire à des moyens de règlement pacifique aboutissant à la solution du différend.

32. M. KOTZEV (Bulgarie) dit que le projet définitif adopté par la Commission du droit international constitue un document complet et équilibré qui énonce des directives générales pour la négociation d'accords futurs sur l'utilisation des cours d'eau internationaux. La deuxième partie pose le principe de l'"utilisation équitable et raisonnable" et énonce une obligation de "due diligence" de ne pas causer de dommages significatifs, des principes qui sont bien établis dans la

/...

(M. Kotzev, Bulgarie)

pratique des Etats et en droit international général. La CDI a réalisé l'équilibre nécessaire entre l'un et l'autre, garantissant ainsi l'utilisation optimale des cours d'eau internationaux par les Etats du cours d'eau, ce qui constitue le principal objectif du projet.

33. La délégation bulgare note avec satisfaction que les dispositions relatives à la protection, la préservation et la gestion des écosystèmes, contenues dans la quatrième partie du projet, sont conformes à l'approche intégrée de la gestion des ressources en eau et de la protection de l'environnement approuvée par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et reflétée dans le Programme Action 21.

34. La délégation bulgare approuve aussi les dispositions relatives à l'établissement des faits et au règlement des différends et elle estime que dans l'ensemble, la CDI a fait un excellent travail s'agissant de codifier le droit positif et de favoriser son développement progressif.

35. Dans le même temps, le Gouvernement bulgare estime que le projet, qui va plus loin qu'un document cadre, devrait prendre la forme de règles types ou de directives. Outre les principes généraux nécessaires, il contient des dispositions qui risquent d'affecter des traités existants ou de limiter indûment le pouvoir discrétionnaire ou la liberté d'action des Etats du cours d'eau.

36. Au paragraphe 2 du commentaire du projet d'article 3, la CDI reconnaît expressément que le meilleur moyen d'assurer l'utilisation, la protection et la mise en oeuvre optimale d'un cours d'eau international déterminé consiste à conclure un accord étroitement adapté aux caractéristiques de ce cours d'eau ainsi qu'aux besoins des Etats intéressés. La délégation bulgare est fermement convaincue que le soin d'établir un régime juridique réglementant les utilisations d'un cours d'eau international à des fins autres que la navigation doit être laissé aux Etats concernés.

37. Dans le même temps, elle estime que c'est son acceptation généralisée qui doit dicter la forme définitive qui devra être donnée au projet. Si l'idée d'une convention cadre satisfait à ce critère, la délégation bulgare ne s'y opposera pas. La Bulgarie souscrit à la proposition selon laquelle, avant la convocation d'une conférence diplomatique et avant que l'Assemblée générale adopte un document final, une réunion d'experts gouvernementaux devrait être organisée pour régler les difficultés existantes.

38. M. STRAUSS (Canada) dit que son pays, dont plus de 3 000 km de frontière sont constitués par des eaux internationales, s'intéresse particulièrement au sujet des utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation. Tout en approuvant le travail accompli par la CDI pour réglementer ces utilisations, le Canada tient à garantir le maintien de l'application des accords bilatéraux qui le lient dans ce domaine.

39. Il estime que pour concilier ces deux intérêts, il conviendrait d'insérer à l'article premier une clause, comparable à celle qui figure dans les Règles d'Helsinki sur les utilisations des eaux des fleuves internationaux, une clause

/...

(M. Strauss, Canada)

soustrayant les traités et règles de droit coutumier en vigueur à l'application des projets d'articles. En protégeant les traités en vigueur, une telle clause amènerait davantage d'Etats à adhérer à l'accord cadre proposé.

40. Le Canada doute que les projets d'articles puissent protéger adéquatement l'environnement des cours d'eau internationaux et se demande en particulier si la place accordée à l'utilisation optimale ne relègue pas au second plan l'objectif consistant à ne pas altérer l'état originel du cours d'eau. Etant donné que le développement économique et social exige un environnement durable, le Canada préférerait que l'on établisse un équilibre plus adéquat entre l'utilisation et les mesures de protection. Outre les facteurs pertinents pour une utilisation équitable et raisonnable énumérés à l'article 6, d'autres facteurs doivent être mentionnés pour favoriser l'utilisation durable des cours d'eau et pour garantir leur protection, comme à l'article 5 des Règles d'Helsinki.

41. En ce qui concerne l'équilibre entre les articles 5 et 7, la délégation canadienne estime que l'utilisation équitable et raisonnable d'un cours d'eau doit être subordonnée à l'obligation de veiller à ce qu'une utilisation particulière soit durable, et il faut donc revoir ces articles pour refléter les principes du développement durable. Il estime que l'on peut répondre à cette préoccupation sans porter atteinte à l'intégrité du régime proposé, et il souhaiterait que les articles en question soient renvoyés à un groupe de travail chargé de négocier de nouvelles modifications avant la convocation d'une conférence diplomatique.

42. Pour que les accords de cours d'eau en vigueur demeurent applicables, le Canada recommande d'ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe 1 de l'article premier :

"Sauf si une convention, un accord ou une coutume obligatoire entre les Etats du cours d'eau en dispose autrement."

43. Pour assurer un meilleur équilibre entre l'utilisation et les mesures de protection, il recommande en outre d'ajouter les facteurs ci-après aux facteurs énumérés à l'article 6 :

"h) La nécessité de gérer le cours d'eau de manière durable pour les générations actuelles et futures;

i) La nécessité de gérer le cours d'eau de manière compatible avec le maintien de l'intégrité écologique de l'écosystème du cours d'eau."

44. En ce qui concerne l'équilibre entre les articles 5 et 7, le Canada recommande à titre provisoire soit de supprimer le deuxième paragraphe de l'article 7, soit d'y ajouter un nouveau paragraphe ainsi libellé :

"3. Le présent article doit être interprété de manière compatible avec les dispositions des articles 20 et 21."

/...



45. M. VILLAGRAN KRAMER (Guatemala) dit que le fait que son pays partage six systèmes de cours d'eau internationaux avec des pays voisins explique pourquoi il attache une telle importance au sujet à l'examen et à la mise au point d'un texte acceptable pour toutes les délégations. S'il a fallu deux décennies pour élaborer le projet présenté par la CDI, le texte reflète l'étendue de la pratique des Etats dans le domaine des utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation et l'expérience acquise par divers pays s'agissant de mettre au point des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés. A cet égard, la délégation guatémaltèque note avec satisfaction l'acceptation progressive par de nombreux pays de la doctrine de l'utilisation équitable et raisonnable des cours d'eau internationaux.

46. La CDI a présenté une série de propositions pouvant servir de base à un traité. La délégation guatémaltèque estime que c'est à l'Assemblée générale et à la Sixième Commission qu'il incombe d'examiner ces propositions. Il ne serait néanmoins pas satisfaisant que le projet demeure une sorte de déclaration.

47. Du point de vue de la terminologie, il serait souhaitable d'insister sur la différence entre cours d'eau contigus ou adjacents ou cours d'eau successifs, car chaque système a ses caractéristiques particulières. On ne peut donc de ce fait considérer a priori que telle ou telle règle est applicable aux deux types de cours d'eau.

48. De même, si le projet d'article 20 se réfère aux écosystèmes des cours d'eau internationaux, la CDI n'a pas expressément proposé d'employer le terme "bassin hydrographique" en tant que concept fondamental. Ce concept pourrait toutefois être utile lorsque l'on donnera au projet sa forme définitive.

49. La délégation guatémaltèque pense comme la CDI que la notion de protection appropriée des cours d'eau internationaux est le pendant de la notion d'utilisation équitable et raisonnable. La CDI appuie aussi l'inclusion du principe de la durabilité, qui implique l'obligation de coopérer. Le principe de l'équilibre des intérêts, tel qu'il est consacré au projet d'article 5, est la pierre angulaire de tout régime international applicable aux cours d'eau, en particulier s'agissant des petits pays ayant des voisins plus grands et plus puissants.

50. En ce qui concerne le projet d'article 7 (Obligation de ne pas causer de dommage significatif), la délégation guatémaltèque note avec satisfaction que la notion de due diligence, qui est au coeur de la disposition, est aussi consacrée dans les projets d'articles sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international (A/49/10, chap. V). Il est important de comprendre sur quoi repose l'utilisation de ce terme. Aux paragraphes 5 et 6 de son commentaire à l'article 14 des projets d'articles sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international, la CDI déclare que la due diligence se manifeste par des efforts raisonnables de la part d'un Etat pour s'informer des éléments de fait et de droit dont on peut prévoir qu'ils seront liés à une ligne de conduite envisagée et pour prendre en temps utile les mesures appropriées en vue de les régler, et que la norme de due diligence par rapport à laquelle le comportement d'un Etat doit être examiné est celle qui est généralement considérée comme appropriée et proportionnée au degré

/...

(M. Villagran Kramer, Guatemala)

de risque de préjudice transfrontières dans le cas dont il s'agit. Ces notions doivent être étudiées de manière exhaustive.

51. S'agissant de l'article 32 (Non-discrimination), des projets d'articles sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (A/49/10, chap. III), le représentant du Guatemala dit que ces dispositions semblent s'inspirer de celles contenues dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Outre la non-discrimination, le droit de toutes les personnes d'avoir accès immédiatement et rapidement aux tribunaux des autres pays, et pas seulement à ceux de leur propre pays, doit aussi être garanti.

52. M. RIDRUEJO (Espagne) dit que sa délégation attache beaucoup d'importance au chapitre III du rapport de la CDI. Elle a toujours des doutes en ce qui concerne la nature exacte de l'instrument : malgré ce qui est dit dans le commentaire de l'article 3 du projet, il semble en l'espèce s'agir davantage de règles types que d'un accord cadre, en particulier si l'on considère les dispositions de l'article en question. De fait, aucune disposition n'indique clairement que les projets d'articles sont applicables même en l'absence d'accord particulier; les Etats sont simplement invités à appliquer les dispositions de la future convention et à les adapter aux caractéristiques et utilisations de tel ou tel cours d'eau. Toutefois, si les projets d'articles prennent la forme d'une convention, les Etats doivent savoir quels engagements ils prennent en y devenant partie. Certaines dispositions, telles que celles de l'article 5, sont néanmoins obligatoires et directement applicables, car il s'agit de règles du droit international coutumier.

53. Le mot "sensible", utilisé dans le texte espagnol de l'article 7 et des dispositions connexes pour qualifier la notion de dommage causé aux cours d'eau est incorrecte et devrait être remplacé par le mot "significativo", ce qui alignerait le texte espagnol sur les versions anglaise et française de l'article.

54. Le libellé actuel de l'article 7 diffère du libellé précédent en ce que l'obligation des Etats du cours d'eau de ne pas causer de dommage significatif à d'autres Etats du cours d'eau, une manifestation importante du principe fondamental sic utere tuo ut alienum non laedas, est présentée comme une obligation de comportement et non de résultat, satisfaite si l'Etat du cours d'eau fait preuve de "due diligence". Bien que la notion juridique en cause soit vague, l'introduction de l'idée de due diligence doit être approuvée, étant donné l'impossibilité d'établir des critères plus précis. La référence au même article au principe de l'utilisation équitable et raisonnable est elle aussi appropriée, en ce qu'elle implique que l'obligation de ne pas causer de dommage significatif est assujettie à ce principe.

55. La CDI a bien fait de proposer des règles relatives au règlement des différends, car la question de l'utilisation de l'eau douce fait fréquemment l'objet de désaccords particulièrement vifs. L'initiative de la CDI à cet égard a l'avantage de favoriser l'examen du sujet à la Sixième Commission et permettra à une conférence de plénipotentiaires convoquée ultérieurement de fonder ses travaux sur des idées concrètes. Néanmoins, si l'énoncé d'une obligation de constituer une commission d'établissement des faits constitue un pas en avant, le caractère facultatif du recours à la conciliation constitue un pas en arrière au regard des conventions de codification conclues ces dernières décennies. Pour la délégation espagnole, la CDI

/...

(M. Ridruejo, Espagne)

aurait pu aller jusqu'à un règlement par un tribunal obligatoire pour certaines catégories de différends particulièrement techniques. En outre, étant donné l'importance extraordinaire accordée par l'article 3 du projet aux "accords de cours d'eau", la CDI n'aurait pas dû négliger le fait que nombre d'accords similaires déjà en vigueur contiennent des dispositions relatives au règlement des différends plus efficaces que celles proposées dans les projets d'articles. On est aussi fondé à se demander si la CDI n'aurait pas dû, à l'article 33, énoncer sous une forme ou sous une autre l'obligation d'inclure des dispositions relatives au règlement des différends dans les accords de cours d'eau.

56. Pour la délégation espagnole, ce n'est pas dans le cadre de l'Assemblée générale mais bien dans celui d'une conférence de plénipotentiaires, à laquelle participeront non seulement des juristes et des diplomates mais aussi des experts techniques, que la convention devrait être adoptée. Des travaux préliminaires menés par un groupe d'experts contribueraient à assurer le succès d'une telle conférence.

57. M. SZENASI (Hongrie) dit que son pays, en raison de sa situation géographique et du fait qu'un pourcentage très élevé de ses eaux de surface ont leur source hors du pays, souhaite ardemment l'instauration d'un régime d'utilisation équitable et raisonnable des cours d'eau internationaux tant pour la navigation qu'à des fins autres que la navigation. La Hongrie est le seul pays d'Europe qui connaît une grave pénurie d'eau, et sa délégation a été l'une des premières et des seules délégations à appuyer résolument, en 1970, l'initiative de la Finlande tendant à inscrire la question des utilisations des cours d'eau internationaux à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

58. La délégation hongroise estime que dans l'ensemble les projets d'articles tiennent dûment compte du droit conventionnel en vigueur et de la jurisprudence. Elle se réjouit qu'ils contiennent des règles concernant la protection de l'environnement, ce qui est conforme à un certain nombre de conventions internationales adoptées récemment.

59. La teneur et l'interdépendance des trois principes juridiques énoncés dans la deuxième partie du projet, à savoir l'utilisation équitable et raisonnable et la participation (art. 5), l'obligation de ne pas causer de dommage significatif (art. 7) et l'obligation générale de coopérer (art. 8) sont de la plus haute importance. La délégation hongroise ne partage pas l'opinion selon laquelle l'obligation de ne pas causer de dommage est secondaire au principe de l'utilisation équitable; l'une et l'autre sont d'importance égale et doivent être appliquées en relation étroite. C'est pourquoi elle souhaiterait que le libellé actuel de l'article 7 soit renforcé dans ce sens. Le paragraphe 2, et en particulier l'alinéa b), devrait être interprété comme signifiant que le dommage causé doit être éliminé ou atténué, et que l'indemnisation de ce dommage doit être obligatoire si les circonstances le justifient. En outre, l'obligation de ne pas causer de dommages est particulièrement importante relativement aux articles 20 et 21 du projet. Ce lien, tout comme celui qui existe entre l'article 5 et les deux mêmes articles, a été réaffirmé par le développement récent du droit conventionnel, en particulier la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. Tant cette convention que la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement insistent sur la protection de l'environnement et

/...

(M. Szenasi, Hongrie)

vont jusqu'à interdire d'invoquer l'absence de certitudes scientifiques pour ajourner des mesures visant à prévenir un dommage à l'environnement.

60. La délégation hongroise se félicite de l'insertion dans le projet de dispositions relatives au règlement des différends, mais elle aurait préféré que l'on fasse une plus large place aux procédures de règlement existantes au lieu de privilégier la procédure fastidieuse consistant à établir une commission d'enquête. Le libellé actuel de l'article 33, aux termes duquel les conclusions de la commission d'enquête ne lient pas les parties et les autres procédures mentionnées nécessitent l'accord des parties aux différends représente un pas en arrière, notamment dans un domaine aussi sujet à litiges que l'allocation des ressources naturelles.

61. Le représentant de la Hongrie indique en passant que la prise de conscience accrue de l'importance de l'utilisation du Danube à des fins autres que la navigation a entraîné la création d'un comité préparatoire en vue d'une conférence sur la coopération entre Etats riverains du Danube qui sera chargée d'élaborer et de conclure un nouvel instrument juridique couvrant, pour cette région, les aspects du problème qui ne sont pas couverts par la Convention de Belgrade de 1948 concernant le régime de la navigation sur le Danube.

62. En conclusion, le représentant de la Hongrie souligne que sa délégation estime que dans l'ensemble le projet d'articles constitue une bonne base pour l'adoption d'une convention soit par l'Assemblée générale soit par une conférence diplomatique.

63. Mme KORNFEIND (Autriche) dit que son pays s'est toujours particulièrement intéressé à la question des régimes juridiques applicables à l'utilisation des cours d'eau internationaux. Les activités de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine ont à l'origine été inspirées, entre autres, par les travaux de la Commission du Danube. L'Autriche, qui participe aux travaux de cette commission depuis près de 40 ans, soutient depuis longtemps qu'il est nécessaire d'instituer un système international pour réglementer les utilisations des ressources en eau à des fins autres que la navigation, en mettant l'accent en particulier sur l'écologie et l'énergie hydro-électrique. C'est pourquoi elle se réjouit de l'adoption par la Commission du droit international des projets d'articles sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, laquelle constitue un pas important dans cette direction. Il reste néanmoins beaucoup à faire en ce qui concerne le lien entre les aspects hydrologiques et hydrographiques de l'utilisation des cours d'eau.

64. S'agissant des projets d'articles sur les cours d'eau internationaux, la définition de l'expression "cours d'eau" à l'article 2 n'englobe pas les eaux souterraines captives, dont la CDI a à juste titre traité dans une résolution distincte. Les débats futurs devront néanmoins être axés sur le lien entre eaux souterraines captives et eaux souterraines non captives. Il serait par exemple possible d'avoir un système juridique fondé sur une convention qui traite exclusivement des eaux de surface et un régime juridique fondé sur une résolution qui traite de tous les types d'eaux souterraines.

/...

(Mme Kornfeind, Autriche)

65. En ce qui concerne l'article premier, la délégation autrichienne l'interprète comme signifiant que les projets d'articles sont bien applicables à la pollution des cours d'eau découlant de la navigation.

66. Selon le commentaire, les mots "de façon significative" qui figurent au paragraphe 2 de l'article 3 exigent que l'effet produit par l'action d'un Etat du cours d'eau sur un autre Etat du cours d'eau puisse être établi par des constatations objectives. Cette condition tenant à l'objectivité des constatations n'est toutefois pas reflétée dans le texte de l'article 3. Une définition précise, fondée sur des critères objectifs, de ce que l'on entend par "de façon significative" est nécessaire; ceci est particulièrement important parce qu'il s'agit d'une des expressions clefs du projet, y compris à l'article 7.

67. Aux termes de l'article 4, pour qu'un Etat du cours d'eau puisse participer à des consultations sur un accord proposé et à la négociation d'un tel accord, l'utilisation du cours d'eau par cet Etat doit risquer d'être affectée "de façon significative" par la mise en oeuvre de l'accord en question. La nécessité d'une telle restriction n'est pas parfaitement claire. Pour la représentante de l'Autriche, tout effet négatif sur l'utilisation du cours d'eau par un Etat qui découle d'un accord de cours d'eau dont la conclusion est envisagée doit habiliter l'Etat en question à participer aux négociations.

68. Le paragraphe 2 de l'article 6 dispose que les Etats du cours d'eau intéressés engagent, si besoin est, des consultations dans un esprit de coopération, compte tenu du principe de l'utilisation équitable et raisonnable des cours d'eau internationaux. Or, les critères concernant l'utilisation équitable et raisonnable qui sont énumérés au paragraphe 1 de l'article 6 concernent surtout les conflits d'utilisation dits "horizontaux" lorsque les parties en cause utilisent le cours d'eau à des fins similaires. Il n'y a pas de disposition concernant les différends entre des parties utilisant un cours d'eau à des fins différentes, bien que l'on ait tenté au paragraphe 2 de l'article 10 de proposer une solution procédurale. Il pourrait donc être souhaitable d'énoncer des directives de fond pour compléter la solution procédurale et rendre le résultat du différend plus prévisible.

69. Aux termes de l'article 7, les Etats du cours d'eau sont tenus d'utiliser le cours d'eau international de manière à ne pas causer de dommages significatifs aux autres Etats du cours d'eau. Pour la délégation autrichienne, l'obligation énoncée à l'article 7 ne préjuge pas les questions de responsabilité. Elle se félicite aussi de ce que l'alinéa b) du paragraphe 2 du même article mentionne la possibilité d'une indemnisation lorsqu'un dommage a été causé alors même que toutes la diligence voulue a été exercée.

70. L'objectif fondamental des projets d'articles est d'assurer le respect du principe de la responsabilité commune de tous les Etats du cours d'eau. A cet égard, l'article 9 devrait être développé. La délégation autrichienne se félicite du mécanisme de consultation institué à l'article 12 et aux articles suivants. Néanmoins, elle se demande si ces procédures satisfont aux critères d'une procédure équitable et si elles ne risquent pas de causer des retards susceptibles d'avoir des effets négatifs, y compris l'atteinte à des droits civils.

/...

(Mme Kornfeind, Autriche)

71. Etant donné les menaces croissantes qui pèsent sur le milieu marin et les ressources alimentaires qu'il contient, la communauté internationale doit d'urgence protéger ce milieu, en particulier de la pollution d'origine tellurique, qui représente une proportion importante de la pollution marine. L'article 192 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dispose que les Etats ont l'obligation de protéger et de préserver le milieu marin. L'article 23 du projet d'articles sur les cours d'eau internationaux concerne l'obligation des Etats du cours d'eau de ne pas polluer le milieu marin. Toutefois, cette obligation incombe seulement aux Etats sur le territoire desquels est située une partie d'un cours d'eau international et non aux Etats à travers le territoire duquel des cours d'eau passent pour se jeter dans la mer. C'est ainsi que ces derniers Etats pourraient tirer injustement parti des règles applicables à la pollution d'origine tellurique. Pour cette raison, l'article 23 devrait être totalement supprimé.

72. La délégation autrichienne se félicite des dispositions relatives au règlement des différends (art. 33). Le mécanisme prévu pour engager la procédure de règlement est satisfaisante. Toutefois, la procédure de règlement des différends serait encore plus efficace si les Etats étaient encouragés à soumettre leurs différends à un arbitrage dont le résultat serait obligatoire. Une telle approche aurait également un effet préventif : les Etats se conformeraient plus volontiers aux prescriptions juridiques s'ils savaient que les autres Etats peuvent recourir à des procédures de règlement par tierce partie dont le résultat les lierait.

73. La délégation autrichienne est convaincue que les projets d'articles constituent une base solide pour élaborer une convention.

74. M. ZHU Wen-gi (Chine) dit que le texte actuel des projets d'articles sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation tient compte des vues des Etats sur un certain nombre de questions importantes. A l'article 2 (Expressions employées), la CDI a réussi, dans la définition de l'expression cours d'eau, à consigner deux opinions divergentes - celle qui voulait que l'on conserve les mots "aboutissant à un point d'arrivée commun" et celle qui voulait qu'on les supprime - en utilisant les mots "aboutissant normalement à un point d'arrivée commun". Le nouveau libellé fournit une définition scientifiquement exacte de l'expression "système de cours d'eau" et une meilleure définition de la portée géographique du mot "cours d'eau".

75. La délégation chinoise approuve le remplacement dans les projets d'articles des mots "dommage appréciable" par les mots "dommage significatif", un libellé plus clair et plus direct. En outre, cet usage est conforme à d'autres instruments internationaux concernant la protection de l'environnement et est plus acceptable pour les Etats. Le nouveau libellé n'exclut pas néanmoins que les Etats appliquent en pratique des normes plus rigoureuses.

76. Les projets d'articles ont établi une relation équilibrée entre les droits et les obligations des Etats qui notifient à d'autres les effets possibles sur le cours d'eau de mesures qu'ils projettent d'une part, et ceux des Etats auxquels lesdites mesures sont notifiées.

/...

(M. Zhu Wen-gi, Chine)

77. En ce qui concerne le règlement des différends, la délégation chinoise approuve les dispositions qui obligent les Etats à régler leurs différends initialement par des consultations et des négociations (art. 33) et qui leur permettent, en cas d'échec, de recourir à diverses procédures juridiques. Toutefois, compte tenu du large éventail des procédures de règlement des différends disponibles, le projet d'articles devrait donner aux Etats suffisamment de latitude pour utiliser ces procédures.

78. Le projet d'articles contient des règles permettant expressément aux Etats du cours d'eau de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux, adaptés à leurs besoins spécifiques, à condition qu'ils respectent les principes généraux énoncés dans le projet d'articles. La souplesse du projet d'articles garantira la mise en valeur et l'utilisation maximale des cours d'eau internationaux. Il présente aussi l'avantage de faire une place aux accords bilatéraux ou multilatéraux déjà conclus ou près de l'être. Les Etats peuvent bien entendu s'ils le désirent modifier les accords existants conformément aux principes généraux énoncés dans le projet d'articles.

79. Le Gouvernement chinois apprécie la décision prudente et objective de la CDI de limiter le champ d'application du projet d'articles aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation. Dans sa résolution sur la question, la CDI a recommandé que les Etats envisagent d'appliquer les principes énoncés dans le projet d'articles aux eaux souterraines captives transfrontières. Cette recommandation reflète la tendance qui se fait jour en faveur d'une gestion globale des ressources en eau et d'une protection intégrée de l'environnement. En outre, compte tenu de la nécessité de réunir davantage de données scientifiques sur les eaux souterraines captives, c'est à juste titre que la CDI a adopté en la matière une recommandation souple susceptible d'être utilisée pour élaborer un accord à l'avenir.

80. Dans l'ensemble, le projet d'articles reflète le principe de l'utilisation équitable et raisonnable des cours d'eau internationaux. S'il appelle encore certaines améliorations, il peut à n'en pas douter servir de base à la négociation ou à l'élaboration d'une convention.

81. M. SAMODRA SRIWIDJAJA (Indonésie) dit que la CDI a accompli un grand pas en adoptant le projet de statut d'une cour criminelle internationale. A cet égard, la délégation indonésienne a noté avec intérêt les commentaires généraux de la CDI, qui figurent aux paragraphes 45 à 76 de son rapport. La délégation indonésienne estime que l'on doit procéder pas à pas et avec prudence dans la poursuite des travaux sur le projet de statut, parce que ce dernier doit tenir compte des réalités internationales actuelles et réaliser un équilibre entre les juridictions nationales et la coopération internationale. Le sujet présente également des aspects politiques et toute décision concernant l'approche générale à suivre doit être laissée totalement aux Etats. D'une manière générale, c'est une approche pragmatique qu'il convient d'adopter.

82. La cour ne doit pas être un organe coûteux siégeant à plein temps, mais plutôt une structure établie qui fonctionnerait en tant que de besoin. Elle doit aussi être considérée comme complétant les juridictions nationales, et non comme les remplaçant.

/...

(M. Samodra Sriwidjaja, Indonésie)

83. Le meilleur moyen d'établir la cour serait d'élaborer une convention multilatérale sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou de convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires. Cette dernière approche garantirait que les Etats acceptent le projet de statut avant que celui-ci entre en vigueur. Dans le cadre d'une convention, un Etat pourrait décider librement s'il accepte ou non la compétence de la cour.

84. On admet généralement que pour garantir le caractère international et l'autorité morale de la cour, celle-ci devrait être étroitement associée à l'Organisation des Nations Unies.

85. Initialement, la cour devrait appliquer les principes de droit pénal bien établis tels qu'adoptés par les Etats; néanmoins, cette question mérite un examen plus approfondi. La meilleure manière de résoudre les questions du droit applicable et de la compétence ratione materiae serait d'achever l'élaboration du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

86. L'exercice de sa compétence par la cour doit être fondé sur le consentement des Etats. Aucun Etat ne doit être lié sans son consentement, y compris l'Etat ou les Etats dont l'accusé est un national et l'Etat ou les Etats sur le territoire duquel le crime allégué a été commis. Etant donné la complexité des dispositions relatives à la compétence ratione materiae, il serait préférable de limiter la liste correspondante aux crimes internationaux concernant tous les Etats. La liste définitive des traités à prendre en considération devrait être arrêtée ultérieurement par les Etats.

87. Aux termes de l'article 23 du projet de statut, le Conseil de sécurité est habilité à renvoyer des affaires à la cour. Néanmoins, à cause du veto, le Conseil n'est pas toujours en mesure d'exercer son autorité. C'est donc à l'Assemblée générale, l'organe le plus représentatif de l'Organisation des Nations Unies, qu'il serait souhaitable de conférer le pouvoir de renvoyer des affaires à la cour.

88. La délégation indonésienne pense elle aussi que lors de l'élection des juges, il faut tenir compte du principe de la répartition géographique équitable et s'efforcer d'assurer la représentation des différents systèmes juridiques du monde.

89. En ce qui concerne les projets d'articles sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, le représentant de l'Indonésie note que l'adoption du projet d'articles et d'une résolution sur les eaux souterraines captives a fait avancer la conclusion d'une convention cadre sur l'ensemble du sujet. Les projets d'articles énoncent un accord cadre pour les Etats du cours d'eau qui contient des principes juridiques généraux régissant l'utilisation des cours d'eau en l'absence d'accord particulier et qui énonce des directives pour la négociation d'accords futurs. Dans le même temps, les Etats ont le droit d'adapter les dispositions des articles pour tenir compte des caractéristiques et des utilisations d'un cours d'eau international particulier (art. 3, par. 3).

90. Le projet d'articles exige des Etats d'appliquer le principe de l'utilisation équitable lorsqu'ils utilisent un cours d'eau international. Ce principe a été examiné en 1973 par le Sous-Comité permanent des fleuves internationaux du Comité

/...



(M. Samodra Sriwidjaja, Indonésie)

juridique consultatif africano-asiatique, qui a formulé une série de propositions prévoyant notamment que chaque Etat du bassin a droit à une part raisonnable et équitable des utilisations profitables des eaux concernées et que tous les facteurs pertinents doivent dans chaque cas particulier être pris en considération pour déterminer ce qui est raisonnable et équitable.

91. Le projet souligne l'obligation générale des Etats du cours d'eau de coopérer entre eux. Il énonce des obligations pour la protection et la préservation des écosystèmes des cours d'eau internationaux, ce qui correspond à l'article 192 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Aux termes des projets d'articles, les Etats du cours d'eau doivent prendre des mesures pour harmoniser leurs politiques de prévention et de réduction de la pollution des eaux, ce qui est conforme à la Convention sur le droit de la mer et à la pratique conventionnelle. Aux termes de l'article 22, les Etats du cours d'eau doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir l'introduction d'espèces qui risquent de causer un dommage significatif à d'autres Etats du cours d'eau, et aux termes de l'article 23, les Etats doivent s'attaquer au problème de la pollution transportée par les cours d'eau dans le milieu marin. Cette obligation est consacrée dans la Convention sur le droit de la mer et dans des conventions concernant les eaux régionales.

92. La coopération entre Etats du cours d'eau garantira la protection de ces Etats et leur permettra de tirer le maximum d'avantages de l'utilisation du cours d'eau. A cet égard, l'article 24 vise à faciliter les consultations entre Etats sur la gestion des cours d'eau internationaux, notamment par l'établissement d'une organisation conjointe ou par d'autres mécanismes. Le représentant de l'Indonésie note à cet égard qu'il existe de plus en plus de commissions multilatérales et bilatérales pour la gestion des cours d'eau internationaux dans les pays en développement.

93. La délégation indonésienne a pris note avec un intérêt particulier de l'alinéa b) de l'article 33, aux termes duquel les parties à un différend peuvent avoir recours à une enquête, à la médiation ou à la conciliation avant de soumettre le différend à l'arbitrage ou à un règlement judiciaire.

94. La délégation indonésienne note avec satisfaction que la trentième session du Séminaire de droit international, à laquelle ont participé des étudiants en droit du troisième cycle, de jeunes professeurs et des fonctionnaires nationaux, s'est tenue avec succès à Genève.

La séance est levée à 13 h 05.